

18 juin 2017

PANORAMA DE L'ACTU

LA UNE

L'Union nationale des associations familiales en Assemblée générale à Blois

L'UNAF tient son Assemblée générale à Blois les 24 et 25 juin 2017. Cette rencontre annuelle réunit des militants familiaux engagés dans des associations incarnant les sensibilités les plus diverses. Tous seront rassemblés pour défendre une politique globale permettant de redonner confiance aux familles alors que les indicateurs d'alerte sont bien présents : une perte du pouvoir d'achat continue depuis plusieurs années, une baisse de la natalité... une abstention massive aux élections législatives.

Cette AG est organisée en effet quelques jours après des élections qui ont vu le paysage politique français profondément transformé : une nouvelle majorité présidentielle et parlementaire (avec *La République En Marche*, un mouvement pas encore officiellement constitué en parti politique, puisque le congrès fondateur est annoncé pour juillet). La longue séquence électorale va se conclure le 24 septembre avec les élections sénatoriales – à suffrage indirect - dans la moitié des départements français (dont le numéro est compris entre 37 et 66 + Ile de France et Outre-Mer).

Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, que l'UNAF a rencontrée le 6 juin, a annoncé sa présence à l'Assemblée Générale de Blois.

PETITE ENFANCE

Une Ministre et un anniversaire

Agnès Buzyn intervenait le 14 juin aux Journées Nationales d'Etudes des Puéricultrices qui réunissaient quelque 1200 professionnels. Rappelant que [la profession fête ses 70 ans cette année](#), la Ministre a insisté sur le fait que la politique familiale française est un modèle : « *nos crèches sont reconnues dans le monde entier. (...) Nous avons en France un dense réseau de PMI dont je tiens à saluer l'action. (...)* », tout en énumérant ce qu'il faudrait améliorer : la prise en charge précoce des enfants en difficulté, le développement des modes de garde individuels et collectifs, le soutien aux parents pour leur permettre de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale », faisant référence au rapport [de Sylviane Giampino](#). Puis la ministre a rappelé aux puéricultrices les enjeux d'avenir de leur métier : la mixité, la formation initiale et continue, le déroulement de carrière pour éviter l'usure, [la réingénierie du diplôme](#).

Le think tank Terra Nova vient également de présenter le 31 mai un rapport intitulé « *Investissons dans la petite enfance. L'égalité des chances se joue avant la maternelle* », se concluant par dix recommandations-clefs. Lire [l'article](#) et [le rapport intégral](#).

PROTECTION DE L'ENFANCE

Des propositions « inspirantes »

L'Etat a lancé un [Plan interministériel de mobilisation contre les violences faites aux enfants](#). L'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE) et les ODPE dans les départements «contribue(nt) à la mise en cohérence des différentes données et informations, à l'amélioration de la connaissance des phénomènes de mise en danger des mineurs » (attributions définies à l'article L226-6 du Code de l'Action sociale et des familles).

Josiane Bigot, présidente de Thémis et de la CNAPE, fédération nationale des associations de protection de l'enfance, intervenant le 12 juin 2017 à la réunion plénière de l'Observatoire départemental de la protection de l'enfance du Bas-Rhin, a dit sa préoccupation concernant les risques particuliers dans les cas de séparation. Elle a aussi rappelé que, si l'ONU a pointé [les carences de la France](#) quant à la gouvernance nationale de la protection de l'enfance, les nouveaux textes et leur application sont destinés à améliorer cette situation. Elle dit la complexité de la mise en place du [Conseil National de Protection de l'Enfance](#) (dont elle est membre du bureau), avec ses 5 collègues. Elle énonce quelques enjeux qui font aujourd'hui l'objet d'une réflexion au Conseil : la question de l'adoption, la reproduction intergénérationnelle, le repérage précoce, la formation des acteurs. Elle évoque les propositions « inspirantes » du [rapport Martin-Blachais](#) (28 février 2017) : « Démarche de consensus sur les besoins fondamentaux de l'enfant en protection de l'enfance ».

Références :

La [loi du 14 mars 2016](#) ; *Issue d'un rapport d'information, puis d'une proposition de loi d'origine sénatoriale, la loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant constitue le texte le plus important sur le sujet depuis celle du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance. La plupart de ses 49 articles concernent très directement les départements. Ce texte marque aussi un retour en force de l'Etat, pas forcément très bien vécu, dans un champ jusqu'alors de la compétence quasi exclusive des départements... (voir article Localtis)*

Le [décret du 29 septembre 2016](#) ; le [décret du 28 octobre 2016](#) relatif à l'évaluation de la situation de mineurs à partir d'une **information préoccupante** (IP). Le **Guide de l'alerte et du signalement** a fait l'objet d'une actualisation. L'évaluation se fait désormais par des regards croisés entre professionnels de plusieurs disciplines.

Ressources Education Nationale :

<http://eduscol.education.fr/cid50661/enfants-en-danger-comment-les-reperer-que-faire.html>;
<http://eduscol.education.fr/cid50666/ressources-nationales.html>

Les pratiques restauratives

Le *Service des Pratiques Restauratives* (SPR) de Carcassonne est partenaire de l'UDAF de l'Aude pour faire connaître les approches restauratives pour la jeunesse et la Justice Restaurative.



Le SPR anime des Cercles Restauratifs, une démarche qui a montré son efficacité, notamment avec des familles confrontées à la radicalisation d'un adolescent ou d'un jeune.

Deux vidéos présentent le projet Radicalisation : « **Je pense donc je fuis** » mené en partenariat avec le lycée Jacques Ruffié de Limoux. Voir la [Vidéo 1](#). Voir la [Vidéo 2](#).

Le saviez-vous ?

La Maison des adolescents de Strasbourg va déployer une plateforme de ressources pour la lutte contre la radicalisation dans toute le Grand Est, destinée notamment aux huit autres maisons des adolescents de la région. Une veille sera également organisée sur les réseaux sociaux.

La lutte contre la radicalisation : quelle place pour la prévention spécialisée ?

Dans une [interview à tsa](#), Muriel Domenach, du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR), réagit vertement à un rapport de la Commission Nationale Consultative sur les Droits de l'Homme (CNCDH) sur la lutte contre la radicalisation. Elle défend la participation de la prévention spécialisée à la détection de la radicalisation, laquelle ne dénature pas son éthique et son efficacité.

Assises nationales de la Protection de l'Enfance

Pour les acteurs de la protection de l'enfance, les pratiques se sont nettement améliorées ces dernières années en matière de repérage et d'évaluation des situations préoccupantes, mais ils ont le sentiment d'avoir nettement moins progressé en ce qui concerne le contenu des prises en charge et leur impact sur le devenir des enfants. C'est un des constats de l'enquête nationale ODAS-JAS sur le bilan et les perspectives de la protection de l'enfance qui seront présentés et analysés lors des [10e Assises Nationales de la Protection de l'enfance](#) les 3 et 4 juillet prochain au Palais des Congrès de Paris.



Depuis plusieurs années, les affaires relatives aux tenues vestimentaires, aux menus servis dans les cantines, aux prières de rue, aux caricatures... ont mis la laïcité au cœur des controverses médiatiques. Ceci témoigne d'une méconnaissance de ce principe organisant les relations entre le politique et le religieux dans notre pays, laquelle se focalise sur ce que la laïcité interdit au détriment de ce qu'elle garantit comme libertés individuelles et collectives.

L'Etat a voulu répondre à une demande de qualification et d'accompagnement des acteurs de terrain, notamment associatifs, en lançant un vaste plan de formation appelé « Valeurs de la République et laïcité » qui se déploie progressivement sur le territoire régional. Le module de formation, d'une durée de 2 jours, se déroule en 11 séquences permettant de laisser une large place à l'analyse des pratiques.

Tout renseignement auprès de l'URAF Grand Est (Guy Didier)

SOCIETE

La France moins xénophobe

On pourrait croire que les attentats islamistes confortent des tendances xénophobes et autoritaires au sein de la population. Les données disponibles sur les opinions des Français et la tolérance qu'ils professent dressent pourtant un tableau plus nuancé. [Un article de Vincent Tiberj](#), 6 juin 2017.

Revenu de base : que changerait-il ?

L'OCDE vient de publier une [note de synthèse](#) portant cet intitulé. Elle explique que le système ferait des gagnants et des perdants. En France, environ les deux tiers des personnes concernées seraient gagnantes (dont près d'un tiers gagneraient plus de 10%), tandis qu'un tiers seraient perdants (dont 18% perdraient plus de 10%). Parmi les perdants : les préretraités (si les prestations existantes étaient remplacées par un revenu de base d'un montant modeste) et les ménages à faibles revenus bénéficiant actuellement d'une prestation. Le taux de pauvreté devrait même progresser légèrement, passant dans notre pays de 7% à 9%.

HANDICAP

Une priorité du quinquennat

Âgée de 56 ans, Sophie Cluzel est mère de 4 enfants, dont une jeune femme trisomique prénommée Julia. Jusqu'au 17 mai dernier, elle n'était « que » présidente de l'association *Grandir à l'Ecole* et de la *Fédération nationale des associations au service des élèves présentant une situation de handicap* (FNASEPH). Mais ce jour-là, elle a été nommée secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées. Le 7 juin 2017, Sophie Cluzel a présenté une [communication au Conseil des ministres](#) intitulée « Handicap : une priorité du quinquennat ». Le handicap est d'abord une histoire individuelle qui bouleverse le cours d'une vie, d'une fratrie, d'une famille. 12 millions de Français sur 65 millions sont touchés par le handicap. Le gouvernement, a-t-elle annoncé, se mobilisera en faveur de l'apprentissage et de la formation des demandeurs d'emploi ; deux clés pour favoriser leur accès à l'emploi, alors que leur taux de chômage reste plus du double de celui de la population active.

CULTURE

Des bibliothèques pour tous

Françoise Nyssen, ministre de la Culture, est intervenue le 15 juin au congrès de l'Association des bibliothécaires de France (ABF). Elle a ainsi rappelé que malgré un réseau de plus de 16.000 bibliothèques et relais de lecture en France, près de 20% de la population n'a pas accès à la lecture publique dans de bonnes conditions, « en particulier, dans les zones blanches rurales et périurbaines, ainsi que dans les quartiers prioritaires ». Elle entend ouvrir davantage « les bibliothèques vers l'extérieur » et notamment vers l'école avec qui « il faut multiplier les collaborations tout au long de l'année : à la fois sur le temps scolaire et hors temps scolaire ». Mais selon la ministre, la question centrale est « l'adaptation des horaires d'ouverture », car « l'impact serait immédiat, en termes de fréquentation : la part d'usagers pourrait augmenter de 10 points, et dépasser ainsi les 50% de la population ». Pour en savoir plus : [Le discours de Françoise Nyssen au Congrès de l'Association des Bibliothécaires de France](#).

Partir en livre



La 3e édition de [Partir en livre](#), fête du livre pour la jeunesse, se déroulera du 19 au 30 juillet 2017. Associations, librairies, bibliothèques, médiathèques, centres culturels et sportifs, collectivités, entreprises, musées, ... sont partenaires de cette action.

PARENTALITE

La bienveillance éducative

Lors de la journée pédagogique sur la bienveillance éducative organisée à Dole (Jura) le 9 juin 2017, Nathalie Vicarini, présidente d'*Ensemble pour l'Education* a présenté officiellement deux vidéos constituant la série « Qu'est ce qui se passe dans ta tête ? ». Ces vidéos (une cinquantaine au total) sont destinées aux professionnels comme aux parents et seront utilisées dans le cadre de formations, conférences, journées pédagogiques et analyses de pratique : « *C'est une série de sensibilisation, a précisé Nathalie Vivarini. La bienveillance éducative est abordée en termes de bonnes pratiques. On n'y trouvera pas de recettes mais le regard de la science au service de la pédagogie.* » Voir les vidéos : Episode 1- [L'empathie](#). Episode 2 : [Jeu actif et prise de risques](#). Pour en savoir plus : [Eduensemble.org](#)

L'alimentation positive

L'UNAF a lancé un nouveau Groupe de travail *Familles à alimentation positive*. Sa première réunion a eu lieu le **9 juin 2017**, avec l'intervention de Marine Augé du ministère de l'agriculture sur le nouveau [Pacte de lutte contre le gaspillage alimentaire 2017/2020](#) et de Julien Adda de la Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique sur leur action pour une transition alimentaire durable.

Lors d'un déplacement dans le Limousin le 9 juin, Emmanuel Macron a annoncé l'organisation début juillet des "états généraux de l'alimentation". Le chef de l'Etat entend fixer un objectif de 50% de produits bio, ou issus de circuits courts ou de l'agriculture écologique, dans la restauration collective. Un plan d'investissement de 5 milliards d'euros pour moderniser les exploitations sera lancé dans la foulée. Pour en savoir plus, [cet article en lien](#).

Trois jours plus tôt, le 6 juin, le Président de la République avait promis aux ONG environnementales, lors d'une rencontre à l'Élysée, une "feuille de route" sur la transition énergétique d'ici à la fin du mois de juin, avec dans les cartons : des engagements sur l'interdiction des nouveaux permis de recherche d'hydrocarbures, la rénovation énergétique des bâtiments, notamment publics, la révision de la taxe carbone, ainsi que la fiscalité du diesel, le soutien à l'instauration d'une taxe sur les transactions financières au niveau européen... Les ONG attendent, quant à elles, que les Etats généraux de l'alimentation ne se fassent pas sans elles.

SPORTS

Paris 2024



L'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES) a eu le 12 juin une rencontre, jugée très positive, avec Laura Flessel, ministre des sports. Au programme des discussions : le sport pour tous, le sport-santé, le sport scolaire, la qualification et l'agrément des emplois sportifs, les normes des équipements, les aides du CNDS (Centre national pour le développement du sport)... Quel budget pour le sport en 2018 ? La désignation par le CIO de la ville-hôte des Jeux olympiques de 2024, le 17 septembre prochain, interviendra au moment des arbitrages budgétaires en vue de la prochaine loi de finances. [Lien ANDES](#).

LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE

Habitat inclusif des personnes âgées et fragiles

Alternative entre la vie à domicile et l'hébergement en établissement, l'habitat inclusif offre de nouvelles formes de réponses, permettant aux publics concernés de bénéficier d'un accompagnement et de services adaptés, tout en s'insérant pleinement dans la cité. L'UNIOPSS et l'URIOPSS Alsace organisent le 22 juin un séminaire sur l'habitat inclusif qui permettra de découvrir les pratiques innovantes. Autre temps fort de la journée : la présentation des projets primés par la Fondation Bruneau autour de la qualité de vie, dans les établissements et services accompagnant les personnes âgées dans les régions. [Découvrez le programme complet et inscrivez-vous](#) jusqu'au 20 juin !

Séminaire Régional : Animation du volet éducatif du contrat de ville

L'Observatoire régional de l'intégration et de la ville (ORIV), en partenariat avec le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) du ministère de l'Éducation nationale, vous convie à un séminaire technique régional autour de l'animation du volet éducatif du contrat de ville. Date et lieu : le 28 juin 2017 de 9h à 16h45, au Lycée Schuman, 4 rue Monseigneur Pelt, à Metz. [Programme du séminaire régional "Animation du volet éducatif du contrat de ville" Inscriptions en ligne, avant le 23 juin 2017.](#)

VIE DES TERRITOIRES

Intercommunalités

Découvrez ici en lien les « [portraits régionaux de l'intercommunalité dans la région Grand Est](#) », réalisés par Benjamin Bernot, stagiaire en Master II "Conduire et évaluer les politiques publiques" à l'université Paris 13, sous la direction de Catherine Donou, chargée de mission Territoires Conseils.

Trophées Grand Est Jeunes Talents

Vous connaissez un(e) jeune de 15 à 29 ans dont le parcours est exemplaire, atypique, engagé, innovant, vous souhaitez le/la valoriser et lui permettre d'être récompensé(e) ? Initiés par la Région Grand Est, les [trophées Grand Est Jeunes Talents](#) ont pour objectif de valoriser la jeunesse et son potentiel qui participent chaque jour au développement et au rayonnement du territoire autour des valeurs partagées : esprit d'innovation, créativité, curiosité, engagement, excellence, etc. Quel que soit le domaine d'intervention (économie, sport, citoyenneté, altérité, mobilité, arts, etc.) des trophées ainsi qu'un prix d'un montant de 1 000 € seront remis aux lauréats lors d'une cérémonie officielle !

Cet été dans la région

Où se baigner ? La région Grand Est offre de nombreux sites de baignade autorisés où la population peut aller à la rencontre d'une nature préservée et propice aux activités de baignade. Pour permettre à la population de trouver un environnement de qualité, l'Agence Régionale de Santé Grand Est effectue chaque année le contrôle sanitaire de ces 90 sites de baignade. Lire [ici](#).

Que visiter ? Découvrez [Kaysersberg, le plus beau village de France](#) !

A très bientôt pour une nouvelle édition